

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 730 / Décembre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2022

Regain d'optimisme malgré plusieurs signes de fragilité

L'indicateur du climat des affaires rebondit

Après une baisse de 2,5 points au trimestre précédent, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est en hausse de 4,6 points au 3^e trimestre 2022. S'établissant à 103,9 points, il repasse au-dessus de sa moyenne de longue période et laisse entrevoir un regain de confiance de la part des entreprises interrogées par l'IEDOM.

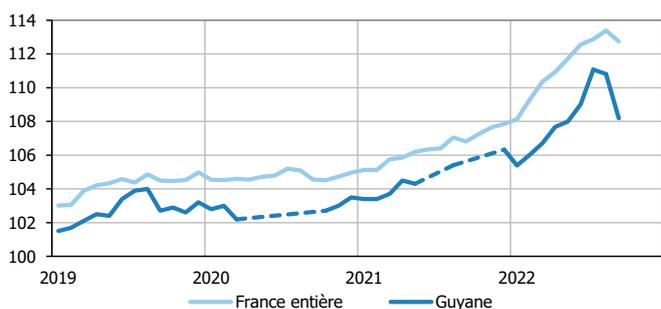
Malgré ce rebond du climat des affaires, 19,4 % des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM craignent une défaillance dans les douze prochains mois, une part en légère hausse sur le trimestre. Ces inquiétudes sont liées, notamment, aux problèmes logistiques persistants (pénuries et difficultés d'approvisionnement) et à la hausse des prix des intrants.

Point d'attention sur le trimestre, le nombre de défaillances effectives d'entreprises s'inscrit en hausse de 48,6 %, bien qu'avec 52 cas relevés sur un an, le niveau reste sensiblement plus bas qu'avant-crise (80 en moyenne enregistrés sur 10 ans).

Léger répit sur la hausse des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse de 0,7 % au 3^e trimestre 2022. Néanmoins, en glissement annuel, l'indice progresse de 2,7 %, plus modérément qu'au niveau national (+5,6 %). Après une augmentation significative depuis plusieurs mois, en lien avec la guerre russe en Ukraine et la dépréciation de l'euro face au dollar, les prix de l'énergie diminuent ce trimestre de 7,6 %. Cette baisse, liée aux dispositifs publics limitant la hausse des prix de l'électricité et des carburants, ne parvient pourtant pas à absorber la progression sur un an (+8,6 %). Les prix de l'alimentation croissent quant à eux de 2,6 % sur le trimestre et de 7,2 % sur l'année. Enfin, les prix des produits manufacturés et des services restent relativement stables ce trimestre (-0,3 % et -0,8 % respectivement) tandis qu'ils sont en légère hausse en glissement annuel (+1,2 % et +1,1 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(Base 100 en 2015)

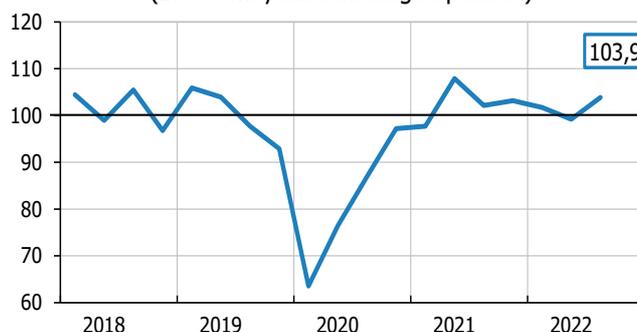


Source : Insee, données mensuelles.

Remarque : les données présentées en pointillés correspondent aux périodes où les relevés de prix n'ont pu être réalisés que partiellement.

Indicateur du climat des affaires en Guyane

(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

trimestre (-0,3 % et -0,8 % respectivement) tandis qu'ils sont en légère hausse en glissement annuel (+1,2 % et +1,1 %).

L'inflation est une fois encore au cœur des préoccupations des entreprises de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. Ainsi, 83,1 % d'entre elles déclarent subir une augmentation des prix de leurs achats sur le 3^e trimestre. Ces hausses sont en moyenne estimées à 17,3 % ; elles sont supérieures à celles enregistrées au 2^e trimestre dans la plupart des secteurs. Au total, plus de trois quarts des entreprises les répercutent au moins partiellement sur leurs prix de vente. Une partie des hausses de prix subies est ainsi absorbée par les entreprises, érodant leurs marges.

La demande d'emploi en légère hausse sur un marché globalement bien orienté

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'inscrit en légère hausse de 0,8 % au 3^e trimestre (CVS). Il reste toutefois en baisse sur un an (-1,6 %) et en deçà de son niveau d'avant crise. Depuis un pic atteint en 2015, le territoire compte environ 3 000 personnes de moins enregistrées en tant que DEFM A, portant leur nombre à 20 230 (CVS). Les femmes et les personnes âgées de 25 à 49 ans sont majoritaires parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A (resp. 60,2 % et 58,6 %).

En parallèle, le nombre d'offres d'emploi durable publiées par Pôle emploi s'inscrit à nouveau en hausse : +6 % sur le trimestre et +19,2 % en glissement annuel.

Enfin, selon l'enquête menée par l'IEDOM, les offres d'emploi devraient continuer de progresser jusqu'à la fin de l'année, les soldes d'opinion relatifs aux effectifs étant bien orientés.

La consommation des ménages semble se contracter

Au 3^e trimestre 2022, le nombre de transactions par carte bancaire est en progression de 1,9 %, contre +4,4 % en montant. Mais ce signal positif pour la consommation des ménages est contrebalancé par une diminution du montant des importations destinées aux ménages. Elles s'inscrivent en baisse de 3,2 % sur 3 mois, à 160,2 M€ (CVS). Elles se maintiennent toutefois à un niveau élevé et sont en hausse de 11,2 % sur un an.

La contraction observée sur le trimestre est principalement portée par le montant des importations de biens de consommation durables, en baisse de 6,4 % par rapport au trimestre dernier (CVS). Les importations de biens de consommation non durables diminuent quant à elles de 2,5 % en valeur sur le trimestre (CVS). Néanmoins, sur un an, les importations globales de biens de consommation restent en hausse (+4,3 % et +12,5 % respectivement ; CVS).

En outre, les importations de véhicules de tourisme diminuent également sur le trimestre (-10,8 %, CVS). Cependant, les immatriculations de véhicules progressent tant en glissement trimestriel (+10,5 %, CVS), qu'en glissement annuel (+17,0 %, CVS). Ces tendances opposées paraissent liées à une diminution des stocks à cause des difficultés d'approvisionnement. Le solde d'opinion relatif aux stocks de produits finis corrobore ce constat ; il s'inscrit en nette baisse sur le trimestre.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont quant à eux contrastés en Guyane. Alors que le nombre de personnes en interdiction bancaire diminue de 3,4 % au 3^e trimestre, les retraits de cartes bancaires sont en hausse sensible de 21,6 %. Après la chute du trimestre précédent, elles dépassent à nouveau le niveau d'il y a un an (+27,6 %).

L'investissement pâtit du manque de visibilité

Au 3^e trimestre 2022, la valeur des importations de biens d'investissement est en baisse de 6,5 %, après -1 % au trimestre précédent (CVS). Cette évolution est d'autant plus marquée en volume (-9,9 % sur le trimestre et -6 % sur l'année; CVS). Les immatriculations de véhicules utilitaires diminuent également : -5,6 % sur le trimestre.

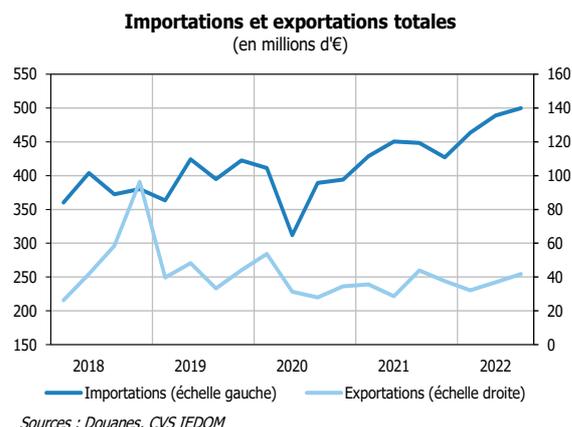
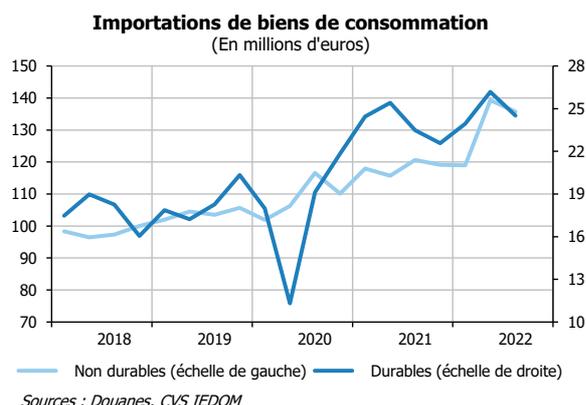
En parallèle, les créations d'entreprises décroissent de 12,6 % (CVS) au 3^e trimestre, soit 765 créations enregistrées (y compris microentreprises). Cependant, elles restent en hausse de 3,2 % (CVS) sur un an et deux fois plus importantes que début 2020.

En lien avec les problèmes d'approvisionnement et l'inflation dont font part les chefs d'entreprise, le solde d'opinion relatif à l'investissement de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM demeure négatif, et ce malgré sa progression sur le trimestre.

Le commerce extérieur maintient son dynamisme

Les importations (en valeur) continuent d'augmenter au 3^e trimestre, atteignant 499,8 M€ (CVS), soit une hausse de 2,2 % sur 3 mois et 11,5 % sur 12 mois. En volume, elles sont également en hausse, de 5,1 %.

Dans le détail, la hausse des importations est portée par les produits énergétiques, qui enregistrent une hausse sensible de 32,8 % en valeur. En revanche, elles se contractent en volume sur 3 mois (-2,1 %, CVS) et sur 12 mois (-9,3 %, CVS), traduisant une nouvelle augmentation des prix de l'énergie. Sur le trimestre, les biens de consommation durables et non durables enregistrent des baisses de 6,4 % et 2,5 % respectivement (CVS), qui sont d'autant plus marquées en volume (-12,7 % et -4,3 %). D'autre part, les importations destinées aux entreprises, telles que les biens intermédiaires et d'investissement, décroissent de 5,3 % et 6,5 % (CVS).



En volume les évolutions sont contrastées. Tandis qu'on observe une hausse de 13,4 % pour les biens intermédiaires, on enregistre une baisse de 9,9 % pour les biens d'investissement.

Par ailleurs, en hausse de 13,5 % ce trimestre, les exportations voient leur valeur atteindre les 41,8 M€, la progression est similaire en volume (+14,33 % ; CVS). Cette évolution est due à la forte hausse des réexportations de biens d'équipement (+45,7 % en valeur et +19,8 % en volume). D'autre part, si les exportations (en valeur) de bois et d'or sont en net déclin (-29,8 % et -38,8 % respectivement), celles des produits agricoles, sylvicoles et de la pêche sont en hausse sensible (+27,1 %, CVS). Ces derniers enregistrent une hausse similaire en volume (+29,1 %) proche de celle des produits du bois (+31,3 %). En revanche le volume de produits aurifères exportés au cours du trimestre décroît de 35,5 % (CVS).

L'activité globale se stabilise

L'activité globale enregistrée au 3^e trimestre 2022 dans l'enquête de l'IEDOM reste relativement stable : le solde d'opinion se maintient proche de sa moyenne de longue période. D'autre part, malgré un niveau favorable des carnets de commandes, les trésoreries restent tendues, impactées par des charges qui s'alourdissent. Les délais de paiement se stabilisent sur le trimestre.

L'activité du **BTP**, faisant face à de fortes hausses du prix de ses achats (estimées à 21 % par les entreprises interrogées), reste favorable au 3^e trimestre. Cependant, malgré une nette amélioration des carnets de commandes, les trésoreries continuent d'être pénalisées. L'embauche repart à la hausse au 3^e trimestre, mais devrait diminuer en fin d'année selon les prévisions.

Le secteur **primaire et agroalimentaire** est aussi impacté par l'augmentation des prix des intrants, les chefs d'entreprise évaluent cette hausse à près de 25 %. Ils font part d'une dégradation de leur niveau d'activité, qui devrait se prolonger sur la fin de l'année selon leurs prévisions. Les importations de bovins et de porcins sont en baisse sensible sur le trimestre (respectivement -15,6 % et -22,3 %, CVS) tandis que la tendance est contrastée pour les abattages. Ceux-ci restent en hausse pour les bovins (+6,2 %) et en baisse pour les porcins (-3,7 %, CVS).

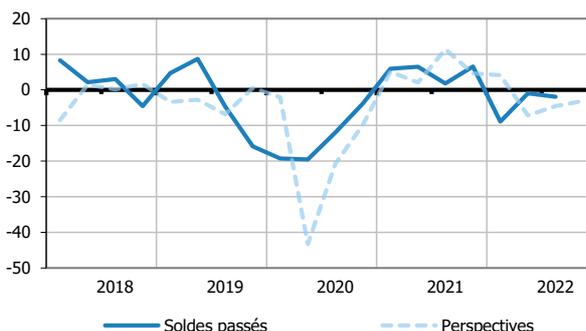
L'activité **industrielle** (hors IAA) du 3^e trimestre est jugée stable par les chefs d'entreprise de l'enquête de l'IEDOM. Cependant, les secteurs de l'or et du bois subissent une nette baisse de leurs exportations. Pour la filière aurifère, la valeur des exportations est en baisse de 38,8 %, tandis que pour le secteur du bois cette baisse est de 29,8 % (CVS). D'autre part, les entreprises de la filière spatiale font à nouveau part de craintes liées à l'interruption des lancements Soyouz à cause de la guerre russe en Ukraine. Les retards sur le programme Ariane 6 sont également source de vives inquiétudes. Par ailleurs, la hausse des charges persiste dans les secteurs industriels et pèse sur les prévisions d'activité du 4^e trimestre.

En lien avec la contraction de la consommation des ménages, le secteur du **commerce** enregistre une baisse sensible de son activité, avec un solde d'opinion négatif. Les charges d'exploitation s'alourdissent particulièrement. Le secteur, également touché par les hausses de prix de ses intrants, les évalue à 15 %. 83 % des commerçants interrogés répercutent partiellement ses hausses sur leurs prix finaux, alors que 14 % d'entre eux les répercutent complètement. Dans ce contexte, une part de la clientèle reporte ses achats dans le temps ou s'oriente vers des produits moins coûteux.

Faisant suite à la tendance observée depuis le début de l'année, l'activité des **services marchands** connaît de nouveau un léger recul sur le trimestre. Les chefs d'entreprise déclarent être davantage touchés par la hausse de prix de leurs achats par rapport au trimestre précédent (+17 % contre +7 % au 2^e trimestre). En outre, malgré des délais de paiement qui s'améliorent, les trésoreries subissent à nouveau une détérioration importante.

Enfin, l'activité du secteur **touristique** poursuit son retour à la normale. À titre illustratif, le trafic à l'aéroport Félix Éboué atteint 365 990 passagers à fin septembre 2022, soit une nette progression par rapport à 2020 et 2021 (+89,8 % et +63,8 % respectivement). Le niveau d'avant-crise se rapproche : -13,3 % par rapport à 2019. Malgré des inquiétudes croissantes des chefs d'entreprise quant au pouvoir d'achat des ménages, les prévisions d'activité restent bien orientées pour la fin de l'année.

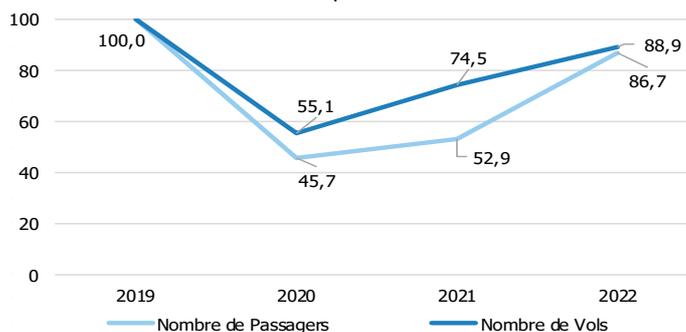
Activité tous secteurs confondus
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Évolution du trafic aérien en Guyane

Indice base 100 en 2019 - Données cumulées à fin septembre



Source : CCIRG / Aéroport Cayenne Félix Eboué

La conjoncture internationale et régionale

L'INFLATION PÈSE DE PLUS EN PLUS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022 selon les dernières prévisions publiées par le FMI en octobre. Les perspectives restent inchangées par rapport à celles publiées en juillet. Le FMI identifie l'inflation comme l'un des principaux facteurs qui pèsent sur les prévisions de croissance : après s'être établie à 4,7 % en 2021, l'inflation mondiale devrait atteindre 8,8 % en 2022 avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et à 4,1 % en 2024. Le durcissement des conditions financières, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie sont également mis en avant pour expliquer ces perspectives. En 2023, le FMI anticipe une croissance de 2,7 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 0,6 % au troisième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après deux trimestres consécutifs de repli. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont retrouvé une dynamique positive. Toutefois, les risques sont orientés à la hausse pour les mois à venir avec une inflation qui se maintient à un niveau élevé et une croissance de l'emploi qui devrait ralentir. Sur l'ensemble de l'année 2022, le FMI table désormais sur une progression du PIB de 1,6 %, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la **zone euro**, l'activité a enregistré une hausse de 0,2 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 0,8 %. Si la consommation des ménages s'est maintenue sur le trimestre, le renforcement continu de l'inflation devrait peser de plus en plus sur l'activité de la zone dans les mois à venir. À fin septembre, le taux d'inflation a atteint 9,9 %, soit son plus haut niveau depuis qu'Eurostat a commencé à publier cet indicateur en 1997. Le taux de chômage s'est établi pour sa part à 6,6 %. Selon le FMI, le PIB pourrait croître de 3,1 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,5 point par rapport aux prévisions de juillet.

En **France**, le PIB a enregistré une hausse de 0,2 % au troisième trimestre selon l'Insee après avoir crû de 0,5 % au trimestre précédent. Si la consommation des ménages marque le pas (+0,0 % après +0,3 %), l'investissement des entreprises accélère fortement (+1,3 % après +0,4 %). Le commerce extérieur contribue à l'inverse négativement à la croissance : les importations progressent de 2,2 % tandis que les exportations continuent de ralentir (+0,7 % après +1,3 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au **Japon**, l'activité économique a reculé de 0,3 % au troisième trimestre 2021 après une progression de 1,1 %. La consommation des ménages a notamment été obérée par la résurgence de la pandémie durant l'été, mais également par l'inflation. La chute du yen a par ailleurs fortement pesé sur la balance commerciale du pays. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une croissance de 1,7 %.

Enfin, les **pays émergents** et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,7 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions sanitaires imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,2 % selon le FMI. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 3,4 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité économique progresser de 6,8 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 novembre 2022.

LA DYNAMIQUE DE CROISSANCE SE POURSUIT EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES MAIS DEVRAIT RALENTIR EN 2023.

En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, la bonne dynamique du début de l'année a conduit le FMI à une révision à la hausse de la croissance à 3,5 % pour 2022, soit un demi-point de plus que prévu en juillet. Cependant, dans un contexte de resserrement des conditions financières mondiales, la croissance devrait ralentir à 1,7 % en 2023. Face à l'inflation, les banques centrales de la région ont relevé les taux d'intérêt bien avant les autres économies, contribuant à contenir les pressions sur les prix et à mieux maîtriser les anticipations d'inflation à long terme. Néanmoins, les hausses des prix à la consommation restent élevées et ne devraient reculer que progressivement.

Dans le détail, la CEPALC revoit à la hausse le taux de croissance de 2022 pour l'**Amérique du Sud**, à 3,4 %. Toutefois, elle prévoit une croissance plus timide l'année prochaine (+1,2 %). En effet, le ralentissement en Chine toucherait certains pays sud-américains qui y dirigent une grande part de leurs exportations. Une baisse des prix des matières premières ainsi que l'instabilité sociale sont des risques importants pour la région.

Dans les **Caraïbes**, le ralentissement de la croissance devrait être moindre selon la CEPALC. Leur taux de croissance pour 2022 s'établirait à 4,3 % et devrait diminuer à 3,1 % pour l'année 2023. De fait, l'inflation a impacté les revenus réels et les coûts de production avec des conséquences négatives sur la consommation des ménages, la compétitivité des exportations de biens et le tourisme.

Au **Brésil**, l'indice d'activité économique (IBC), publié par la banque centrale en octobre a surpris les analystes en reculant de 1,1 %, soit plus du double de la baisse de 0,5 % qui était attendue. La consommation des ménages et les exportations apparaissent comme les principaux soutiens de la croissance, tandis que l'incertitude politique au lendemain des élections et une augmentation potentiellement forte des dépenses publiques sont des facteurs clés à surveiller. La dernière révision du FMI d'octobre situe respectivement à 2,8 % et 1 % les taux de croissance pour 2022 et 2023 au Brésil, des taux parmi les plus faibles de la région.

Toujours selon les prévisions du FMI, la croissance du **Guyana** serait la plus élevée de la région en 2022 (+57,8 %), sur fond de développement de l'activité pétrolière. Les autres producteurs de pétrole de la région, tels que **Trinité-et-Tobago** et le **Suriname**, s'attendent à des taux de croissance plus modestes, respectivement 4 % et 1,3 %.

Par ailleurs, la CEPALC estime qu'en 2022, 201 millions de personnes (32,1 % de la population) vivent dans la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont 82 millions (13,1 %) dans l'extrême pauvreté. Malgré la légère baisse enregistrée en 2021, les projections indiquent que ces taux de pauvreté et d'extrême pauvreté resteront supérieurs aux niveaux d'avant-crise. La CEPALC souligne que ce phénomène est plus remarquable dans certains groupes de population de la région : plus de 45 % de la population d'enfants et d'adolescents vit dans la pauvreté et le taux de pauvreté des femmes entre 20 et 59 ans est sensiblement plus élevé que celle des hommes dans tous les pays. De même, la pauvreté est considérablement plus élevée dans les populations autochtones ou d'ascendance africaine.

Sources : IBC-Br Banco Central do Brasil ; CEPALC : « Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2022: dinámica y desafíos de la inversión para impulsar una recuperación sostenible e inclusiva » ; CEPALC : « Panorama Social de América Latina y el Caribe 2022 » ; FMI : « World Economic Outlook (octobre 2022) ».

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : S. CALVO CANO — Participation aux travaux : J. CAPITAINÉ - S. AUBERT - L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM